Parlons-en !

La force d'une île repose sur l'immensité de ses horizons

Nous attendions beaucoup des deux précédents mandats, et ils en ont déçu, écœuré, exaspéré plus d'un. De beaux discours sur la participation des habitants, le merveilleux de la vie insulaire, le renforcement des activités primaires (pêche, agriculture), le développement durable, et au final des décisions et des actes allant en sens contraire.

Les orientations et les décisions de l'équipe en place ont détourné la Commune de ses domaines d'action privilégiés. La priorité donnée aux investissements s'est traduite par des coupes sombres dans ce qui conditionne le service rendu à la population. Elle a mis en péril le fonctionnement des services publics, - en voulant réduire au maximum les dépenses de personnel et l'emploi communal. La propreté des rues ou l'accès à la culture, par exemple, y ont beaucoup perdu. Le moral du personnel communal également.

La Commune, a fortiori une île de 2000 habitants, est le dernier bastion de la proximité dans un monde insaisissable, instable et chaotique. Encore faut-il que les politiques locales lui permettent de jouer ce rôle, de rassembler les habitants autour de projets et de réalisations qu'ils ont construit ensemble, ou au minimum, dont ils comprennent l'intérêt, les tenants et les aboutissants ; autour de projets et de réalisations qui correspondent à leurs besoins, à leurs attentes, à leurs situations de résidents, ici et maintenant.

Ici ...
Trop souvent, les politiques locales sont surdéterminées par la recherche des financements. Or, les financeurs potentiels (Département, Région, Europe) distribuent leur manne en fonction de programmes et de critères qu'ils ont eux-mêmes fixés. Si les besoins réels du territoire ne correspondent pas à ces orientations, ils ne sont pas pris en compte.
Un exemple pris au hasard (!), mais véridique : l'état des routes est devenue une priorité communale, mais la Région inscrit à son programme de subventions "les autoroutes de l'information", ou "le tourisme durable".

Les élus locaux ont souvent bien du mal à résister à ces effets d'aubaine, qui les éloignent toujours davantage des réalités de leur territoire. C'est ainsi que l'analyse des programmes de financements a tendance à précéder, puis à remplacer, le diagnostic communal. C'est ainsi également que les élus délaissent le fonctionnement – très peu subventionné - au profit de l'investissement.

… et maintenant
Le développement "durable" est la traduction française du développement "soutenable" (terme anglais d'origine : "sustainable"). Entre ces deux qualificatifs, il y a la vie des générations actuelles que le premier efface totalement.
Faut-il préserver l'avenir de la planète en négligeant, en sacrifiant, les gens qui y vivent au présent ? Vivre l'enfer pour assurer le paradis ?

Ici et maintenant
Les idées justes ne tombent pas du ciel, ni du haut d'une tour d'ivoire. Non plus d'ailleurs que d'une nostalgie passéiste, entretenue par quelques démagogues exploitant les regrets, la résignation ou la désespérance.
Le dynamisme de la vie associative et sociale sur l'île est un terreau sur lequel peuvent germer de nouvelles politiques locales, mieux adaptées au territoire et à sa communauté, à ses besoins et à ses aspirations, à ses potentialités et à ses capacités, à leur présent et à leur avenir.

Les municipalités, qui se sont succédé depuis des décennies, se sont privées de cette richesse inépuisable qui naît de la confrontation des réflexions que chacun mène, à la place qu'il occupe, avec l'expérience et les connaissances qui sont les siennes, au travers des centres d'intérêt, des passions, des projets qui l'habitent. Non seulement elles ont éloigné la Commune de ses missions de base, mais elles ont détourné les habitants de l'intérêt pour la vie publique.
En ce début novembre à Groix, la relève n'est pas assurée. Nombre d'entre nous craignent de devoir accepter l'inacceptable, mais personne ne se décide à entrer dans l'arène.

Parce que nous vivons sur l'île, que nous l'aimons, que nous souhaitons pouvoir y vivre, et y mieux vivre, parce que nous rencontrons et fréquentons des tas de gens différents, chacun de nous – un jour ou l'autre – a formulé des idées sur ce qui serait bon pour l'île ou sur ce qu'il faudrait améliorer, corriger, éviter.

N'attendons pas qu'on nous interroge, ne cherchons pas midi à quatorze heures, **parlons-en tous ensemble**, et

construisons notre présent et notre avenir sur l'île.

Question de méthode

Les pages suivantes résument l'état actuel de nos réflexions sur ce qu'il serait possible et souhaitable de faire à et pour Groix. Sans autre prétention que d'initier le remue-méninges et la discussion auxquels nous vous convions.
Vous pouvez choisir entre :

- *les lire **tout de suite**, les annoter, les critiquer, les développer, les compléter par d'autres propositions*
- *commencer par formuler **vos propres idées avant** d'entreprendre cette lecture et ses commentaires.*

Nous espérons que vous aurez envie de participer à cette démarche. N'hésitez pas à en parler autour de vous, voire à "travailler" à plusieurs.

Au terme de cette première étape, vers la fin Novembre, nous pourrions nous réunir pour une mise en commun.

Véronique LECLERCQ

Vous pouvez me joindre

- *à Créhal*
- *au 02 97 86 85 05*
- *par mail : veregis@free.fr*

"Bien vivre à Groix"

Objectif 0 - Mieux vivre au présent en préparant l'avenir

Postulats de départ

- Une commune de 2000 habitants ne peut/ne doit pas être administrée comme une mégalopole. La technocratie tue l'esprit d'initiative, la motivation, la convivialité, autant de moteurs de la gestion locale de proximité. Les grandes communes sont obligées de rapprocher les équipements et les services des habitants. Elles tentent de faire renaître l'esprit de quartier et les rapports de bon voisinage. Nous avons la chance de ne pas avoir à "retricoter le lien social", à nous de faire en sorte qu'il serve le développement de l'île.
- Laissons les grands discours aux politiciens, et mettons nous à l'ouvrage. Comme une armée de fourmis, constituant grain par grain ses réserves, explorons à la loupe notre territoire pour mettre en évidence toutes ses richesses potentielles encore inexploitées. N'oublions pas que les ressources à trouver sont à l'échelle de l'île, ce n'est donc pas insurmontable. Nous ne recherchons ni le luxe, ni la croissance exponentielle, juste les moyens de rester ce que nous sommes.
- L'île attire des gens venus de tous les horizons sociaux, professionnels, culturels. Que certains le veuillent ou non, l'identité du territoire est en évolution constante et se fonde désormais sur cette diversité. Il est plus que temps de la reconnaître comme telle, et d'en tirer profit, plutôt que de fabriquer de faux clivages porteurs de conflits et de régressions.

Propositions : Donner la parole au plus grand nombre

- Création de commissions municipales sur tous les champs d'action de la Commune, ouvertes à tous les intéressé(e)s, et qui soient réellement des instances de débat, de proposition et d'évaluation pour les décisions du Conseil Municipal. Leur règlement intérieur aura pour mission de limiter les oppositions stériles et les freins à l'action.
- Création de dispositifs adaptés (ateliers, journal, site internet, conseil, reportages ...) permettant aux jeunes de s'investir dans la vie locale telle qu'ils la conçoivent. L'objectif n'est pas de les travestir en adultes, mais

d'entendre ce qu'ils ont à dire et à proposer.

- Selon leurs lieux de domicile, les élus sont référents pour leur secteur. Ils recueillent et font circuler l'information, ils analysent les problèmes éventuels et proposent des solutions à l'équipe municipale. Chacun de ses secteurs sera pourvu d'un panneau d'informations et d'une boite aux lettres
- Présentation et évaluation annuelles de l'action municipale en plusieurs lieux de l'île
- Le journal municipal sera consacré, non aux actions déjà réalisées, mais au suivi des actions en cours et à l'étude des projets, afin que la population puisse utilement intervenir. Il sera ouvert à tout habitant désireux d'apporter sa contribution à la connaissance d'un sujet intéressant l'île. Un comité de lecture sera constitué. Tous les moyens d'expression et de contribution des citoyens au débat public seront favorisés.
- Le journal municipal relaiera également les informations de la Communauté d'agglomération, intéressant l'Ile de Groix, ainsi que le travail des élus en son sein. Il sera demandé au Président de la Communauté, ainsi qu'au représentant de la commune, de venir chaque année présenter et discuter leur bilan d'activité.
- Avant d'être entrepris, tous les travaux de quelque importance pour le territoire ou le voisinage feront l'objet d'une enquête de proximité et d'une consultation préalables. Les travaux en rapport avec le patrimoine de l'île feront l'objet d'une concertation approfondie avec les associations dédiées et les bénévoles passionnés.

Objectif 1 – Développer une activité économique pérenne et créatrice d'emplois autour de l'agriculture

Postulats

- La déprise agricole perdure en dépit des objectifs fixés par le projet de territoire de 2004. L'équipe en place ne s'est pas donné les moyens de les réaliser. Pire encore, au lieu de favoriser la coopération, elle a contribué aux divisions.
- Cap L'Orient, qui bénéficie du programme européen Leader dédié au développement de l'agriculture et des communes rurales, n'a pas non plus apporté l'aide souhaitable, faute d'un diagnostic sérieux sur le territoire et ses besoins.
- Encore aujourd'hui, on peut lire sous la plume d'AUDELOR dans le rapport préalable à la révision du PLU : *"l'agriculture à Groix est sous pression résidentielle"*. Rien de plus faux, elle est sous la pression du programme Natura 2000, de l'interprétation de la Loi Littoral par les tribunaux, de l'épandage des boues, de l'absence de politique locale adaptée, et de quelques malveillants.
- La mémoire collective fait la part belle à la pêche, en oubliant un peu vite les atouts que détient Groix pour développer les activités de la terre, l'emploi et l'économie qui leur sont liés.
- Un bel élan de solidarité s'est créé il y a quelques années pour poser le grillage autour des champs dévastés par les lapins.
- Il existe bel et bien des ressources inexploitées, et qui pourraient devenir inexploitables si l'on poursuivait certaines des politiques actuellement à l'œuvre, ou si l'on repoussait encore à demain ce qui peut être fait aujourd'hui. Il est temps de pouvoir dire : *"Ici des hommes ont su extraire de la nature, en la respectant, le mieux de ce qu'elle pouvait offrir"*

Propositions : Aider au renforcement de l'agriculture pour :

- étoffer et structurer l'économie de l'île autour d'une véritable filière diversifiée et cohérente, intégrant les productions (semences, légumes, céréales, oléoprotéagineux, fruits rouges, foin, lait, viande, laine ...), les réseaux de distribution et la commercialisation, la recherche de labels, et les activités de transformation
- en corollaire, créer des emplois diversifiés, et maintenir des jeunes ménages
- reconquérir et valoriser les espaces naturels en friches : tel qu'il est conçu et appliqué sur l'île, le Programme Natura 2000 laisse entière la question des friches, au nom de pratiques dites "agro-environnementales" qui placeraient immédiatement sous le seuil de rentabilité et de pauvreté, les agriculteurs disposés à les mettre en œuvre.

Lorsque toute l'île était cultivée, les espaces "naturels" étaient de fait des espaces "agricoles". La lande était pâturée, les ajoncs récoltés. La déprise agricole a conduit à "protéger" – sur le papier – les espaces délaissés, qui – de fait – le sont restés. Le développement de l'agriculture, et l'entretien du territoire conduiront nécessairement à les rendre à l'exploitation agricole. L'essentiel est de promouvoir sur l'île une agriculture soucieuse de l'environnement et de la qualité des sols.

- faire renaître la biodiversité et renouer avec les bonnes pratiques

Le rôle de la Commune : Lever les principaux obstacles

- En terminer avec l'épandage des boues des stations d'épuration, qui détruisent les sols et doivent également polluer la nappe phréatique, et qui interdisent les installations "bio" (cette question est à traiter avec Cap L'Orient, en lien avec l'extension de la station d'épuration du Gripp, en attente depuis 2002)
- Promouvoir la construction de bâtiments d'exploitation et de véritables fermes : c'est l'un des enjeux majeurs de la révision du PLU (application de la Loi Littoral sur l'île).
- Prévoir la construction d'un hangar communal, comme l'a fait l'île d'Arz, pour abriter temporairement les stockages et les activités de transformation.
- Faciliter la recherche de terres et ses corollaires (baux, droits d'exploitation)
- Proposer un schéma d'organisation regroupant le plus possible les parcelles par exploitation
- Engager une politique d'aménagement de l'espace naturel (haies, talus, fossés, défrichement des vallons, remise à niveau des sols)
- Contribuer à la maîtrise du gibier de tout poil et plume

Diversification : des pistes à explorer

- L'industrie de la conserverie (le lapin de Groix labellisé !?)

- Les algues, goémon et autres laminaires
  La filière algues emploie environ 1 000 personnes en Bretagne, dont 650 à la production et environ 300 dans une trentaine d'entreprises de transformation.
  Débouchés en expansion : industrie alimentaire, cosmétique et pharmaceutique, agriculture, gélifiants pour moulages, nouveaux carburants (en pleine recherche actuellement)

- Les bio-carburants

- Les bambous, une plante à tout faire, qui peut remplacer le bois et le plastique, et qui, comme chacun sait, s'épanouit sur le caillou !
  Débouchés : artisanat de toutes sortes (dont matériel de pêche, casiers, bouts), papier, textile, alimentation (rhizome, sel), pharmacie, bâtiment et construction (6 fois plus résistant que l'acier pour un même rapport massique : maisons, murs, barrières, toitures, tuiles, échafaudages, plafonds, sols, tuyaux d'amenée d'eau, gouttières, piliers, poutres, ponts, mobilier, mouleurs pour irrigation des champs, filaments électriques, câbles), combustible (l'un des végétaux les plus productifs en bois, pouvoir calorifique similaire à celui des essences de feuillus, combustion générant peu de cendres, ce qui limite l'encrassement des systèmes de combustion), médecine et agriculture (déchets des scieries), bio-gaz, épuration des eaux usées (sans boues).

- Les végétaux entrant dans l'éco-construction : paille, lin, chanvre, laine, etc ..

- Et au-delà, un centre de ressources d'éco-construction ?
  L'UBS a ouvert, à Lorient, une licence professionnelle "Conduite de projet en éco-construction et éco-matériaux". La CAPEB de Bretagne, à laquelle sont rattachés les artisans de Groix, a développé tout un réseau. La Région Bretagne soutient ce type d'action.

Autres potentiels existants pour aider au développement de l'économie insulaire

- Etablir un partenariat actif avec l'UBS et les dispositifs mis en place par l'agglomération dans le domaine économique

- Le pôle image du Pays de Lorient, dont les 3 axes de travail sont : développement de la production et de la diffusion audiovisuelles; développement de la filière cinématographique (tournage de fictions en Bretagne); recherche et expérimentation sur les nouveaux usages de l'image en lien avec l'économie de demain, en particulier la télévision mobile (on ne peut s'empêcher de penser au développement de la télé-médecine !)

- Le tourisme, en ayant conscience qu'il s'agit d'un domaine volatile et difficilement maîtrisable, et que le "tout-tourisme" est une impasse, une autre formulation du "laisser faire".

- Le développement des services publics et para-publics (associations sous forme de SCOP) dans tous les domaines de la vie quotidienne (cf. plus loin)

Objectif 2 – La socialisation partagée

"Parce qu'il faut tout un village pour élever un enfant" *(adage africain et ancienne pratique groisillonne)*

Postulats

- Parents, enseignants, élus, services municipaux, administrations, associations, et jeunes eux-mêmes, participent tous à l'éducation, mais de façons dispersées et fragmentées, qui peuvent s'avérer contradictoires. L'apprentissage et l'insertion des jeunes s'en trouvent ainsi aléatoires et plus difficiles, partiels ou déséquilibrés.
- Toute pratique éducative obéit à des orientations qui engagent l'avenir de l'enfant. Mais bien souvent, ces orientations restent implicites pour "l'éducateur" lui-même, qui agit en fonction des habitudes sociales, professionnelles et culturelles, acquises tout au long de sa vie.
- La Commune n'a pas le droit d'agir ainsi à l'aveuglette dans les politiques qu'elle met en œuvre pour l'enfance et la jeunesse. Ses orientations, ses objectifs et ses actions doivent être clairement explicités.
- Par ailleurs, elle peut contribuer pleinement à rendre cohérents les multiples dispositifs par lesquels s'exerce l'éducation des enfants. Elle peut prendre l'initiative de construire un véritable programme éducatif partagé, en travaillant avec tous ceux qui, de fait, contribuent à la socialisation des enfants.
- Mettre les jeunes générations au cœur des politiques locales n'est pas un processus à sens unique, mais un échange constant entre ce que l'action publique leur doit et ce qu'ils lui doivent.

Propositions : un dispositif intégré

- Actions de soutien à la parentalité, débats, conférences, permanences de médiation familiale...
- Structure dédiée à la petite enfance regroupant les différents modes d'accueil autour du principe d'éveil. Actions d'animation et de formation : conférences thématiques, accès aux ressources existantes (livres, internet, conseillers), spectacles pour les tout-petits, bourse aux équipements...
- Dialogue "permanent" (fin de trimestres, fin d'année scolaire pour préparer la rentrée) avec les acteurs éducatifs, les acteurs de santé, la plate-forme médico-pédagogique, les associations, pour développer les synergies éducatives
- Accueil post-scolaire pour tous les enfants qui le souhaitent, avec temps d'étude surveillée et de soutien scolaire pour les plus grands, activités éducatives pour les plus petits, activités créatives pour tous
- Si nécessaire (faire enquête) faciliter la pratique associative, sportive, culturelle ou artistique des jeunes, par la mise en place d'une aide financière (exemple : 40 € par enfant bénéficiaire de l'allocation de rentrée scolaire – voir aussi familles nombreuses)
- Accompagner les ados dans la réalisation de leurs projets, loisirs, départs en vacances, échanges linguistiques et culturels, chantiers jeunesse, action humanitaire, jobs d'été...
- Point information jeunesse, forum des études et des métiers, en favorisant les rencontres des collégiens, lycéens, étudiants, jeunes actifs, retraités … Ouverture d'un atelier de recherches sur les ressources locales à valoriser dans le domaine de l'économie et de l'emploi
- Pour mener à bien ces actions, il sera fait un large appel au bénévolat associatif ou individuel permettant d'instaurer des liens entre enfants et aînés. Tous les partenariats, permettant de bénéficier des ressources du continent, seront également recherchés.

Objectif 3 – Une île solidaire

Soutenir les personnes et familles qui sont les plus fragiles d'un point de vue financier, familial ou de santé, dans une dynamique d'autonomie et non d'assistance*("la meilleure façon de tuer un homme, c'est de le payer à ne rien faire" Félix Leclerc)*

Postulats

Quelques indicateurs socio-démographiques qui ne trompent pas :

- Des revenus moyens bien inférieurs à ceux de la région, du département, et du Pays de Lorient. Mais aussi, des écarts de revenus qui se creusent avec l'arrivée de nouveaux résidents.
- Un très fort taux de personnes âgées dans la population, des personnes âgées seules, généralement des femmes (pensions de réversion)
- Une augmentation du chômage, des emplois saisonniers, précaires, partiels, peu qualifiés …, des bas salaires (construction + fonction publique)
- Près de la moitié des allocataires de la CAF (287 bénéficiaires, soit 728 personnes couvertes) vivent sous le

seuil de pauvreté

- Un recours à l'aide sociale peu développé chez les personnes âgées, pour ne pas impliquer les enfants

Propositions

- Réorganiser le fonctionnement du CCAS pour favoriser le travail partenarial : mise en place de commissions intégrant les usagers et les professionnels (assistantes sociales notamment)
- Déterminer, après étude des systèmes d'aides financières institutionnelles (CAF, département), les dispositifs complémentaires les plus efficients pour les bénéficiaires potentiels (isolés, familles, personnes âgées)
- "Contractualiser" avec les familles bénéficiant de l'aide de la Commune, les recherches et démarches à entreprendre (santé, emploi, formation, qualification, vie collective, vie familiale …)
- Mettre en place un lieu de ressources emplois-formations
- Développer les dispositifs type chantier école, et la mise en commun des techniques, méthodes, outils, compétences, forces de travail ...
- Instituer des systèmes de troc et d'échanges (matériels et de services)
- Mettre en place un "potager solidaire" : apprentissages, outils, semences ... mis à disposition pour création de potagers familiaux dans les jardins
- Promouvoir les contacts, les échanges et la vie sociale des personnes âgées à l'EHPAD et à domicile. Compléter les dispositifs d'aide à la vie quotidienne.
- Faciliter les déplacements par des transports collectifs adaptés au contexte insulaire (depuis la configuration du territoire jusqu'aux caractéristiques de la population, la saisonnalité, les horaires de bateau ...)
- Etudier, puis réaliser (ou faire réaliser) les aménagements nécessaires à l'accessibilité des équipements et des logements aux personnes handicapées
- Promouvoir des programmes de logements accessibles - Rechercher des alternatives au chauffage électrique en logement social et dans les équipements municipaux, pour diminuer le coût des charges.

Objectif 4 – Un dispositif de santé cohérent et structuré

Postulats

- Chronique d'un désert médical annoncé : dans un contexte national voué depuis plus de 30 ans à réduire les dépenses de santé, - depuis l'instauration d'un numerus clausus à l'entrée des facultés de médecine, jusqu'aux attaques répétées contre la Sécurité Sociale -, l'absence de préparation des départs en retraite de 2 médecins de l'île sur 3, nous a conduit à la situation que l'on sait.
- La Commune, et ses finances, étant désormais appelées à la rescousse, la population est en droit de réfléchir à un projet de santé qui la concerne doublement : en tant que "patientèle" et qu'imposable.

Propositions

- Organiser et conforter le dispositif de santé sur l'île en fonction de ses caractéristiques démographiques et sanitaires (besoin en nursing par exemple), et des métiers de chacun (subsidiarité bien comprise). Reprendre l'étude des dossiers qui n'ont pas vu le jour : SSIAD (service de soins infirmiers à domicile), domicile partagé pour personnes âgées dépendantes
- Intégrer et compléter les équipements et dispositifs existants (accueil de jour pour les personnes âgées, notamment), et créer les partenariats nécessaires avec les établissements du continent.
- Mettre en place, avec l'ensemble des partenaires concernés (personnel médical et para-médical, éducateurs, parents d'élèves, aides ménagères …), des politiques d'éducation à la santé, de prévention et de dépistage sur tous les champs nécessaires (qui ne se limitent pas aux conduites addictives : alimentation, suicide, conduites à risques ...)
- Développer les formations et aides à l'accompagnement pour les familles, les formations de secourisme pour les jeunes et les encadrants associatifs
- Encourager la thérapie par l'art, la culture, la création, l'exercice de la mémoire …

Objectif 5 – Faire entendre la voix de Groix dans l'intercommunalité

Postulats

- Si l'intercommunalité est devenue incontournable de nos jours, et présente d'ailleurs des avantages dans la mutualisation des charges et des moyens qu'elle permet, elle n'est ni une fusion de communes, ni l'uniformisation, ni l'alignement sur un modèle quel qu'il soit. La commune doit pouvoir y occuper toute sa place et faire admettre son point de vue, ses besoins et ses intérêts.
- L'action de Cap L'Orient sur Groix s'est trop souvent manifestée par des délais et des retards injustifiés (zone artisanale, révision du PLU, acquisition puis démolition de la ferme Le Faou, aménagement de Port Lay), ainsi que par des réponses inadaptées aux caractères particuliers et aux contraintes de l'île (collecte des ordures ménagères, déchetterie, transports collectifs, agriculture, rapports avec l'office de tourisme).
- Plus gravement encore, tout se passe comme si la communauté d'agglomération ne concevait Groix que comme une façade et une destination touristiques.

Propositions

- Un impératif préalable : une mairie au service du public, à l'écoute des habitants, un instrument de connaissance, de réflexion et de travail sur des projets à porter au sein de l'agglomération. Des élus prêts à défendre leurs dossiers auprès des élus et des services communautaires.
- Un état des lieux à faire sur les avantages et inconvénients du fonctionnement actuel de Cap L'Orient, et sur les spécificités insulaires à prendre en compte. En s'appuyant sur la situation d'autres îles du Ponant.
- Faire admettre que Groix n'est pas seulement une destination touristique, mais un lieu de travail et de vie pour 2000 habitants. Que son appartenance au bassin de vie de Lorient doit être un + au quotidien.
- Les dossiers immédiats à porter devant Cap L'Orient : assainissement (devenir des stations d'épuration du Gripp et de Locmaria et de leurs boues / prix de l'eau et captages / agriculture et programme Leader / agriculture et Natura 2000 / ordures ménagères, compost, déchetterie / transports collectifs terrestres et maritimes / Port Lay

Objectif 6 – Redéployer les services au public

Postulats

- La précédente équipe municipale a privilégié les investissements lourds, au détriment du fonctionnement des services à la population. Nous considérons que la commune est le dernier lieu de proximité dans un monde à l'échelle de moins en moins humaine, et qu'il faut donc renverser le cours des choses pour lui assurer de tenir cette place.
- A une époque où tout change très vite et où la crise économique sévit, la commune peut contribuer à apporter les connaissances et les outils nécessaires au décryptage du monde actuel. Outre les services déjà énoncés plus haut, il nous semble essentiel de donner une large place à la culture. Non pas celle dédiée aux seules élites par les institutions en place, mais celle qui est indispensable à chacun pour se construire.
- Renforcer la vie sociale et culturelle passe aussi par l'aménagement de lieux de rencontres, d'animation et de festivité attractifs, d'espaces publics conviviaux.

Propositions

- Réouverture du cybercentre (un appel aux bénévoles et la création d'une association permettraient utilement de développer l'apprentissage et la formation aux technologies)
- Renforcement des moyens et des activités de la médiathèque (de même)
- Rafraîchissement et mise à jour de l'exposition permanente de l'écomusée en collaboration avec des amateurs d'histoire locale, des universitaires, et en partenariat avec d'autres écomusées de Bretagne. Création d'un comité d'usagers. Programme pluri-annuel de recherches, de rencontres, d'expositions temporaires, de manifestations ou d'activités, en lien avec les projets éducatifs des écoles et collèges, les centres d'intérêt de la Réserve, les associations concernées (Cercle celtique, St Gunthiern par exemple), l'ensemble des ressources que compte l'île.
- Développement d'un partenariat actif avec les établissements culturels et artistiques du continent.
- Recherche de jumelages "réalistes" permettant de mettre en place des échanges enrichissants pour les jeunes et leurs familles

- Programmes de loisirs enfance-jeunesse axés sur l'ouverture au monde, la créativité et l'esprit critique, l'apprentissage d'une autonomie bien comprise
- Soutien aux associations locales en favorisant leur synergie : création d'un comité des sports, d'un comité des fêtes, mutualisation d'équipements et de matériel, élaboration de projets communs ou complémentaires, mise en place d'un centre de ressources associatives, soutien financier aux formations des bénévoles et des animateurs, mise à l'étude d'un lieu dédié à la vie associative, encouragement à la mise en place d'activités artistiques et créatives ouvertes aux enfants et aux jeunes.
- En collaboration avec le personnel et des représentants d'usagers, élaboration d'un véritable projet de service pour les services techniques communaux (domaines d'activité, objectifs prioritaires, programmes saisonniers, méthodes de travail, équipements, bonnes pratiques) – Rédaction et modalités d'application d'un règlement de voirie – Recherche d'économies d'énergie (éclairage public, eau, chauffage)
- Programme d'aménagement et d'embellissement des espaces publics (espaces centraux du bourg, lavoirs de Locmaria, délaissés des villages …)
- Etudes préalables à la mise en valeur du patrimoine propriété de, ou géré par, la Commune

Et les moyens d'agir, me direz-vous ?

La priorité donnée aux investissements lourds au cours des deux précédents mandats, et le recours à l'emprunt auquel elle a conduit, ont fait naître des rumeurs inquiétantes, voire même alarmistes, sur l'état des finances locales et le taux d'endettement de la commune. Certains prétendent même que cet héritage obère l'avenir proche, mais n'hésitent pas à se représenter !
Seule, une analyse fine du compte administratif 2013 et des tableaux d'amortissement des emprunts en cours permettra de déterminer la marge de manœuvre disponible. A partir de là, des décisions seront à prendre sur la programmation des actions dans le temps et la définition des priorités. Ce sera le premier travail des commissions municipales évoquées ci-dessus (page 3).
En tout état de cause, si "l'argent est le nerf de la guerre", la mise en œuvre des propositions précédentes implique, sans doute tout autant, le rassemblement du plus grand nombre autour d'un projet de développement collectif, susceptible d'assurer à chacun la place qui lui revient.